

*Les crédits*

ministre de la Défense nationale ou le député de Cambridge, ils devront tous défendre leur bilan des neuf dernières années.

Ce gouvernement est apparu en 1984; il a parlé de réforme fiscale et imposé 32 hausses d'impôt, notamment la TPS si mal conçue, de sorte qu'au moment même où notre économie subissait le pire ralentissement, il a étouffé la confiance des commerçants de détail. Il a imposé les livres. Il y a désormais une taxe sur la pizza froide, mais pas sur celle qui est chaude. Peu importe qui dirigera le Parti conservateur, tout le monde pensera à la TPS, 24 heures par jour.

Nous avons entendu les mêmes propos lorsqu'il a été question de l'Accord de libre-échange, au cours du dernier débat. Personnellement, je suis toujours d'avis que le très honorable député de Vanvouver Quadra a remporté le débat sur l'Accord du libre-échange. Mais les Canadiens ont été bernés par la campagne de publicité organisée par les multinationales étrangères, avec en tête le Conseil canadien des chefs d'entreprises—encore un exemple de la publicité par des tiers, de l'influence des lobbyistes qui avaient acheté des pages entières de publicité et du temps à la radio. J'espère que les Canadiens ne vont pas encore une fois se faire avoir.

Aujourd'hui, les médias concentrent toute leur attention sur la ministre de la Défense nationale, qui a rarement fait un discours à la Chambre des communes. Nous ne savons pas vraiment quelle est sa position, et pourtant les médias ne font que dire partout qu'elle est le remède à tous les maux de notre pays. Parallèlement, elle a été partie à chacune des décisions prises à la Chambre depuis cinq ans. Elle était là lorsqu'il a été décidé d'introduire la TPS. Elle était là lorsqu'il a été décidé d'acheter des hélicoptères.

Je ne crois pas un instant que les Canadiens vont se laisser faire, qu'ils vont vouloir quatre ans de plus de ce régime conservateur. Qu'ils vont vouloir encore quatre ans d'un régime où, selon Statistique Canada, 2,2 millions d'assistés sociaux, où il y a 1,5 million de chômeurs. Savez-vous que l'an dernier, nous avons dépensé près de 35 milliards de dollars entre le bien-être social, l'assurance-chômage et les intérêts sur ces coûts?

L'an dernier, le gouvernement a enfin eu une idée constructive lorsqu'il a présenté, juste avant Noël, la Loi sur les prêts aux petites entreprises. Nous savons tous que c'est ce secteur qui a le plus de chances de créer des emplois. C'était là une très bonne idée de la part du

gouvernement. Hélas, encore une fois, il s'est débrouillé pour tout bousiller. C'est incroyable comme il peut gâcher une bonne idée. Il prend les Canadiens pour des idiots. Voilà une idée qui avait été annoncée en décembre. Il s'agissait de mettre des fonds à la disposition des petites entreprises car c'est dans ce secteur que des emplois pourraient être créés et que nous mettons tout notre espoir.

• (1555)

Or, nous serons bientôt en avril et nous n'avons encore rien fait pour encourager les petites entreprises. Voilà trois mois que je ne cesse de supplier le gouvernement de faire connaître cette idée, de faire de la publicité autour de cette loi. Que fait le gouvernement?

Il n'a aucun sens de ce qui est urgent. Il ne se rend pas compte que quand un directeur de banque vient frapper à la porte pour réclamer les versements hypothécaires en retard ou dire que le découvert d'une petite entreprise est trop important, que la banque ne peut plus aider le client, ça n'attend pas.

Il n'a vraiment aucun sens de ce qui est urgent. Il ne comprend pas que quand des gens sont sans travail, ou sont sur le point de perdre leur maison, leur emploi ou leur entreprise, c'est un coup terrible à leur dignité. Le gouvernement laisse courir, on dirait. Il prend son temps. Je crois que, aux prochaines élections, les Canadiens vont se souvenir des graves difficultés dans lesquelles il les a plongés.

Je ne prétends pas un seul instant qu'un parti ou une personne ait la solution magique pour mettre un terme à une récession mondiale. Ce n'est pas du tout dans cet esprit que je pose le problème. Ce que je me dis, c'est que, lorsque les gens en arrachent, ils attendent un peu d'espoir de leurs dirigeants. Lorsque le gouvernement lance une idée, il prend son temps pour l'appliquer.

Je connais des dirigeants de petites entreprises qui traitent avec le gouvernement. Certains d'entre eux attendent parfois jusqu'à un an et demi ou deux ans pour que le gouvernement donne suite à leurs requêtes. Ce peu d'empressement, cette apparente indifférence à l'égard de personnes qui sont dans de graves difficultés, voilà ce dont les électeurs se souviendront dans quelques mois.

Je le répète, je ne prétends pas un seul instant que nous ayons une solution instantanée à tous nos maux, mais je peux vous dire une chose: si nous remontons dans l'histoire, mettons sur cinquante ans, c'est le Parti libéral qui a été le plus efficace pour créer des emplois, même si